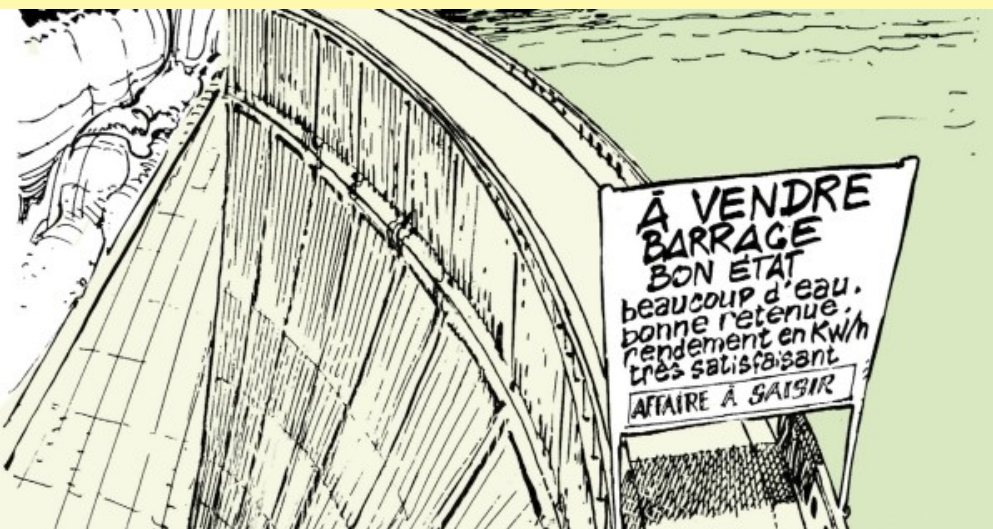


Table ronde :

Entrée libre

LA PRIVATISATION DES GRANDS BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES FRANÇAIS



Mercredi 26 juin à 20h30
Salle Castelbou
22 rue Léonce Castelbou
Toulouse
(M° Compans Caffarelli)



**Les Amis
de la Terre**

Avec les Amis du Monde Diplomatique, ALTERNATIBA, ATTAC, CGT-Énergie (Hydraulique), SUD-Énergie, Eau Secours 31 et l'Université Populaire de Toulouse reçoivent :

- **Philippe André**, de SUD-Énergie,
- **Jean-Damien Navarro**, CGT Mines Énergie,
- **Pierre Janot**, président des Amis de la Terre de Savoie,
- **Jean Ganzhorn**, Gilet Jaune 05, organisateur de la manif barrages de Serre-Ponçon du 8 mai dernier, et concepteur de la banderole géante « Quand tout sera privé, on sera privé de tout ! »
- **Loïc Prud'Homme**, député LFI,
- **Nicolas Ubelmann**, réalisateur.

Après les autoroutes, les aéroports, le gouvernement s'apprête à livrer à la concurrence privée les grands barrages hydro-électriques.

Aucun autre argument que le développement de cette machine ultralibérale infernale et dogmatique pour justifier pareille bêtise.

Cette privatisation annoncée de l'exploitation de l'hydro-électricité est dangereuse à plus d'un titre :

- => *explosion annoncée du montant de la facture par de nombreuses désoptimisation et une judiciarisation certaine,*
- => *mise en danger de la réussite de la transition énergétique des énergies fossiles et nucléaire vers les énergies renouvelables,*
- => *fragilisation du système électrique (risques de coupures électriques accrus),*
- => *fragilisation des barrages, objets industriels potentiellement les plus dangereux sur le territoire après les centrales nucléaires,*
- => *complexification du partage de l'eau qui, pourtant, avec la tragédie climatique en cours, va se raréfier dans les décennies à venir,*
- => *perte de l'indépendance énergétique de la France,*
- => *fragilisation du savoir technique qui, pour cette industrie greffée sur les vallées, nécessite une gestion intégrée*
- => *mise en péril de l'emploi dans des régions reculées...*

Les arguments écologiques, économiques, sociétaux ne manquent pas pour convaincre de ne pas faire cette bêtise.

Et pourtant, tout est prêt pour que le gouvernement puisse la mettre en oeuvre, dès qu'il le voudra..